

Service de prévention des risques  
Unité Contrôle Industriel et Minier  
16 Rue Zattara - CS 70248 13331 MARSEILLE CEDEX 3

MARSEILLE, le 04/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SEPR**

2539 route de Sorgues  
BP 30040 - CS40031 -  
84270 VEDENE

Références :  
Code AIOT : 0006400499

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2022 dans l'établissement SEPR implanté 2539, route de Sorgues 84131 LE PONTET. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEPR
- 2539, route de Sorgues 84131 LE PONTET
- Code AIOT : 0006400499
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Européenne de Produits Réfractaires (SEPR) est une filiale à 100% du groupe Saint Gobain spécialisée dans la fabrication de produits réfractaires entrants dans la composition de fours industriels. SEPR est intégré à la branche SFPRO du groupe qui commercialise des fours à plat, des fours à verre creux, des fours à verres spéciaux, des fours à fibre de verre.

Le site comprend 5 fours de process dont les températures varient entre 1800 et 2400 °C.

Il emploie environ 400 salariés.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Produits chimiques, plus spécifiquement les prescriptions applicables à la silice thermique (N° CAS: 69012-64-2) dénommée dans le reste du rapport « la substance ».

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Enregistrement de la substance (REACH)	Règlement européen du 18/12/2006, article 10	/	Sans objet
2	Mise à jour du dossier d'enregistrement	Règlement européen du 03/12/2018, article 10	/	Sans objet
6	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	/	Sans objet
9	Scénarios d'exposition	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Adéquation tonnage déclaré / tonnages réels	Règlement européen du 18/12/2006, article 6	/	Sans objet
4	Enregistrement de la substance si intermédiaire	Règlement européen du 18/12/2006, article 17	/	Sans objet
5	Prise en compte des usages des clients	Règlement européen du 18/12/2006	/	Sans objet
7	Classification de la substance	Règlement européen du 16/12/2008, article 4	/	Sans objet
8	FDS dans les langues officielles	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	/	Sans objet
10	Mise à jour de la FDS avec la nanoforme	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II	/	Sans objet
11	Déclaration sur le registre national R-Nano	Code de l'environnement du 30/07/2018, article L.523-1 du code de l'environnement	/	Sans objet
12	Transmission du numéro de déclaration	Arrêté Ministériel du 06/08/2012, article 3.II	/	Sans objet
13	Statut du déclarant	Code de l'environnement du 17/02/2012, article R.523-12 du code de l'environnement	/	Sans objet
14	Identité de la substance	Arrêté Ministériel du 06/08/2012, article Annexe	/	Sans objet
15	Quantité déclarée	Arrêté Ministériel du 06/08/2012, article Annexe	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte globalement les prescriptions du règlement REACH; seuls quelques besoins de précisions ont fait l'objet de demandes.

L'exploitant considère que la substances n'est pas sous forme nano. Afin de vérifier ce point, deux prélèvements (un pour la production de la substance éliminée en déchets et un pour la substance importée) ont été effectués par l'inspecteur et ont été transmis à un laboratoire d'analyse pour confirmation ou infirmation de l'absence de forme nano. Dans le cas où la substance serait sous forme nano, des suites pourront être proposées.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Enregistrement de la substance (REACH)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 10
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Enregistrement REACH
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Règlement(CE) n° 1907/2006REACH_articles 6 et suivants_ article 10 La substance a-t-elle été enregistrée (enregistrement « classique », selon article 10) ?
<b>Constats :</b> La substance a été enregistrée. SEPR s'est joint à un consortium existant dont le procédé de fabrication diffère. SEPR a fourni une démonstration au consortium que les propriétés de la substance étaient identiques malgré la différence de procédé de production. Un enregistrement spécifique a été réalisé pour la substance produite en Inde. Il est demandé à l'exploitant de transmettre le document justifiant cet enregistrement. Délai : 1 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Mise à jour du dossier d'enregistrement

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 03/12/2018, article 10
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Enregistrement REACH
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Règlement (UE) n° 2018/1881 de la Commission du 3 décembre 2018 modifiant les annexes I, III, VI, VIII, IX, X, XI et XII du règlement REACH aux fins notamment de couvrir les nanoformes des substances. Ce règlement, applicable depuis le 1er janvier 2020, exige la fourniture d'informations supplémentaires dans les dossiers d'enregistrement des substances présentant des nanoformes.
<b>Constats :</b> L'exploitant considère que la substance n'est pas sous forme nano. Des analyses établissant l'absence de statut nanoforme auraient été réalisées en 2014, et une analyse de la répartition granulométrique a été réalisée pour la substance importée d'Inde. Il est demandé à l'exploitant de transmettre ces documents à l'inspecteur. Délai: 1 mois.  Des prélèvements de la substance sous son statut déchet et sous son statut de matière première ont été réalisés par l'inspecteur et ils ont été envoyés pour analyse afin de confirmer ou infirmer l'absence de caractère nano du produit. Les prélèvements sont représentatifs d'un déchet éliminé en installation de stockage et d'une matière première qui est importée depuis un pays hors Union européenne.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Adéquation tonnage déclaré / tonnages réels

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 6
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Enregistrement REACH
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Règlement(CE) no 1907/2006REACH_article 6 (Obligation générale d'enregistrement de substances telles qu'elles ou contenues dans des préparations) «1. Sauf disposition contraire du présent règlement, tout fabricant ou importateur d'une substance, telle qu'elle ou contenue dans un ou plusieurs mélange(s), en quantités de 1 tonne ou plus par an soumet une demande d'enregistrement à l'Agence. »
<b>Constats :</b> La quantité produite et/ou utilisée pour la substance correspond à la bande de tonnage mentionnée dans le dossier d'enregistrement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Enregistrement de la substance si intermédiaire**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Enregistrement REACH
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Règlement(CE) no 1907/2006REACH_articles 17 et 18 (Enregistrement d'intermédiaires isolés restant sur le site / Enregistrement d'intermédiaires isolés transportés) La substance a-t-elle été enregistrée en tant qu'intermédiaire isolé restant sur le site ou intermédiaire isolé transporté pouvant bénéficier d'un enregistrement « allégé » car elle respecte les conditions strictement contrôlées?
<b>Constats :</b> La substance n'a pas été enregistrée en tant qu'intermédiaire isolé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Prise en compte des usages des clients**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Enregistrement REACH
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> A titre d'information, est-ce que l'établissement s'est assuré que les usages de ses clients étaient couverts par le dossier d'enregistrement, la fiche de données de sécurité (FDS), et le cas échéant les scénarios d'exposition (SE), au moment de l'élaboration de son dossier d'enregistrement. A titre d'information, est-ce que l'établissement s'est organisé pour prendre en compte un nouvel usage que lui remonterait un client dans son dossier d'enregistrement ?
<b>Constats :</b> La substance n'est pas habituellement vendue à d'autres sociétés depuis 8 ans, mais cela est arrivé ponctuellement (1 tonne vendue en 3 ans). L'usage fait par le client était bien couvert par le dossier d'enregistrement. Dans l'hypothèse où la substance serait de nouveau vendue à d'autres sociétés, il est rappelé à l'exploitant de vérifier que l'usage prévu par ces derniers est couvert par le dossier d'enregistrement, et de rappeler qu'en cas d'usage postérieur différent, il convient que le client fasse remonter ce nouvel usage à SEPR.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Fiche de données de sécurité (FDS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Règlement(CE) no 1907/2006REACH_article 31.1 » (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité) « Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II : a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou, b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »

<p><b>Constats</b> : L'exploitant a élaboré une FDS pour la substance et a fourni la version révisée au 08/06/22 à l'inspecteur. L'exploitant doit prendre en compte les remarques suivantes et transmettre la FDS mise à jour sous un mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rubrique 1.3. : les renseignements concernant le fournisseur de la FDS ne sont pas indiqués</li> <li>- rubrique 3.2. : une mention que la substance contient des traces d'éléments radioactifs d'origine naturelle est faite, et que la substance est ainsi considérée comme une substance radioactive d'origine naturelle (SRON) au titre du décret n°2018-434 du 4 juin 2018. Ces mentions ne sont pas explicites. Il convient d'indiquer les concentrations d'activité en radionucléides naturels dépassant la valeur limite d'exemption fixée par le tableau 1 de l'annexe 13-8 du code de la santé publique, et les conséquences qui en découlent. Les résultats des analyses radiologiques seront transmis à l'inspecteur.</li> <li>- rubrique 4.1. : il n'y a pas de conseil précisant si le port d'équipement de protection individuelle est recommandé aux secouristes.</li> <li>- rubrique 6.1. : il est mentionné d'utiliser un appareil respiratoire avec un filtre. Il convient de préciser de quel type.</li> <li>- rubrique 10.5. : il est mentionné que les acides et les bases fortes sont des matières incompatibles. Pour autant aucune recommandation à ce sujet n'est faite dans la rubrique 7.2. « conditions de stockage »</li> <li>- rubrique 13.1. : il est mentionné d'éliminer les déchets conformément aux consignes de tri. Il convient de mentionner les filières acceptant les déchets contenant la substance.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées</b> : Susceptible de suites
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

#### N° 7 : Classification de la substance

<b>Référence réglementaire</b> : Règlement européen du 16/12/2008, article 4
<b>Thème(s)</b> : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée</b> :</p> <p>Règlement (CE) n° 1272/2008 (CLP) _ Article 4, paragraphes 1 et 3 (Obligations générales de classification, d'étiquetage et D'emballage)</p> <p>L'émetteur de la FDS a-t-il attribué une classe de danger et des mentions de danger à la substance, en tenant compte des classifications harmonisées publiées ?</p> <p>Y a-t-il des symboles de danger (pictogrammes selon CLP) et des phrases de risques (mentions de dangers selon CLP) indiquées sur la FDS ?</p>
<b>Constats</b> : La substance n'est pas dangereuse.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

#### N° 8 : FDS dans les langues officielles

<b>Référence réglementaire</b> : Règlement européen du 18/12/2006, article 31
<b>Thème(s)</b> : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée</b> :</p> <p>Règlement (CE) n° 1907/2006, article 31, paragraphe 5 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>La FDS (ainsi que son éventuelle annexe) est-elle disponible dans les langues officielles des Etats membres où se situent les clients destinataires de la substance ?</p> <p>L'exploitant peut-il prouver qu'il a transmis cette dernière version à ses clients ?</p>
<b>Constats</b> : La FDS est disponible en français. La substance n'est vendue que ponctuellement, et le client est français.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

## N° 9 : Scénarios d'exposition

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Règlement (CE) n° 1907/2006, article 31, paragraphe 7 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité) Si la substance a été enregistrée par l'établissement visité, dans le cas où la substance qui a fait l'objet d'un dossier d'enregistrement est fabriquée ou importée à plus de 10 tonnes par an, vérifier si les scénarios d'exposition (SE) du rapport sur la sécurité chimique sont annexés à la FDS (FDS étendues) ? Ces scénarios sont-ils rédigés dans la langue de l'Etat dans lequel se trouve le destinataire ?
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni la partie du CSR commune au dossier d'enregistrement. La partie spécifique à SEPR doit être transmise à l'inspecteur. Délai : 1 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Mise à jour de la FDS avec la nanoforme

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Annexe II du règlement n°1907/2006 REACH modifiée par le règlement (UE) n°2020/878 concernant les exigences relatives au contenu des fiches de données de sécurité (FDS). Les révisions introduites par le règlement n° 2020/878 visent à prendre en compte les exigences relatives à l'annexe VIII du règlement CLP (règlement UE n° 1272/2008) et la prise en compte des nouvelles exigences relatives aux nanoformes fixées par le règlement (UE) n° 2018/1881. Le règlement n°2020/878 est applicable depuis le 1er janvier 2021, il prévoit également à l'article 2 que les fiches de données de sécurité non conformes à l'annexe de ce règlement peuvent continuer d'être fournies jusqu'au 31 décembre 2022 (ceci, sans préjudice des obligations de mise à jour des FDS conformément à l'article 31 (Paragraphe 9) du règlement REACH). Les nouvelles exigences de ce règlement prévoient que la FDS mentionne, dans chaque rubrique pertinente, si elle concerne des nanoformes en précisant lesquelles, et précise les informations portant sur la sécurité relatives à chacune des nanoformes.) , les FDS établies conformément au règlement n° (UE) 2015/830 peuvent continuer à être fournies jusqu'au 31 décembre 2022. Dans le cas où la FDS a été mise à jour pour tenir compte de nouvelles informations de nature à affecter les mesures de gestion des risques ou les dangers ou relative à l'octroi/au refus d'une autorisation ou à l'existence d'une restriction, la nouvelle version doit être transmise à tous les destinataires antérieurs à qui la substance/le mélange a été livré(e) au cours des 12 derniers mois.
<b>Constats :</b> La FDS est au format de l'annexe II révisée. Elle ne prend pas en compte les nanoformes car SEPR ne considère pas que ses produits soient concernés. Des prélèvements ont été réalisés par l'inspecteur et envoyés pour analyse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Déclaration sur le registre national R-Nano

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/07/2018, article L.523-1 du code de l'environnement
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Déclaration annuelle (R-Nano)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet

<b>Prescription contrôlée :</b> Article L.523-1 du code de l'environnement – Obligation de déclaration des substances à l'état nanoparticulaire applicable aux personnes qui fabriquent, importent ou distribuent des substances à l'état nanoparticulaire sur le territoire national Liste des substances déclarées pour l'année précédente. La déclaration doit être réalisée en ligne ( <a href="http://www.r-nano.fr">www.r-nano.fr</a> ) avant le 1er mai.
<b>Constats :</b> Non applicable, car SEPR ne considère pas que la substance soit concernée. Des prélèvements ont été réalisés par l'inspecteur et envoyés pour analyse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 12 : Transmission du numéro de déclaration

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/08/2012, article 3.II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Déclaration annuelle (R-Nano)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'arrêté du 6 août 2012 relatif au contenu et aux conditions de présentation de la déclaration annuelle des substances à l'état nanoparticulaire, pris en application des articles R. 523-12 et R. 523-13 du code de l'environnement prévoit que le producteur transmette le numéro de déclaration à l'ensemble de ces clients.  « Article 3[...] II. - Lorsque le déclarant cède à titre onéreux ou gratuit une substance à l'état nanoparticulaire, en l'état ou contenue dans un mélange sans y être liée, ou un matériau destiné à rejeter une telle substance dans des conditions normales ou raisonnablement prévisibles d'utilisation à un utilisateur professionnel ou à un distributeur, il lui transmet le numéro de déclaration correspondant. »
<b>Constats :</b> Non applicable, car SEPR ne considère pas que la substance soit concernée. Des prélèvements ont été réalisés par l'inspecteur et envoyés pour analyse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 13 : Statut du déclarant

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 17/02/2012, article R.523-12 du code de l'environnement
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Déclaration annuelle (R-Nano)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article R. 523-12 du code de l'environnement / Cf définition des termes « fabricant », « importateur », « distributeur », « utilisateur professionnel »  Le formulaire de déclaration dans R-Nano prévoit plusieurs statuts du déclarant pour une substance donnée, une entreprise peut relever d'un ou de plusieurs statuts : Fabricant, Importateur, Distributeur seul, Distributeur et utilisateur, Distributeur et reconditionneur. L'industriel devra décrire son activité et ainsi justifier de son statut.
<b>Constats :</b> Non applicable, car SEPR ne considère pas que la substance soit concernée. Des prélèvements ont été réalisés par l'inspecteur et envoyés pour analyse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 14 : Identité de la substance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/08/2012, article Annexe
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Déclaration annuelle (R-Nano)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'annexe de l'arrêté du 6 août 2012 relatif au contenu et aux conditions de présentation de la déclaration annuelle des substances à l'état nanoparticulaire, pris en application des articles R. 523-12 et R. 523-13 du code de l'environnement prévoit la transmission d'information concernant l'identité de la substance à l'état nanoparticulaire (taille des particules, distribution de tailles des particules en nombre, état d'agrégation , et d'agglomération, forme... Pour le producteur :des techniques de caractérisation ont elles été mises en œuvre pour répondre aux obligations déclaratives dans la base R-Nano ? Pour l'importateur ou l'utilisateur :une démarche auprès des fournisseurs a-t-elle été engagée pour déterminer si les produits fournis contiennent une substance à l'état nanoparticulaire?
<b>Constats :</b> Non applicable, car SEPR ne considère pas que la substance soit concernée. Des prélèvements ont été réalisés par l'inspecteur et envoyés pour analyse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Quantité déclarée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/08/2012, article Annexe
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Déclaration annuelle (R-Nano)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'annexe de l'arrêté du 6 août 2012 relatif au contenu et aux conditions de présentation de la déclaration annuelle des substances à l'état nanoparticulaire, pris en application des articles R. 523-12 et R. 523-13 du code de l'environnement prévoit la transmission d'information concernant les quantités de la substance à l'état nanoparticulaire (« produite, distribuée ou importée »). Le déclarant doit indiquer les quantités correspondantes à chaque statut dont il relève.
<b>Constats :</b> Non applicable, car SEPR ne considère pas que la substance soit concernée. Des prélèvements ont été réalisés par l'inspecteur et envoyés pour analyse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet